



20.042

Voranschlag 2020.**Nachtrag II****Budget 2020.****Supplément II***Erstrat – Premier Conseil*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.06.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 04.06.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 10.06.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 11.06.20 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.09.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.09.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Gschwind Jean-Paul (M-CEB, JU), pour la commission: Lors de sa séance des 3 et 4 septembre, la Commission des finances de notre conseil a examiné avec toute l'attention et le sérieux requis le supplément IIb au budget 2020, en la présence de M. le conseiller fédéral Ueli Maurer et des représentants de l'administration concernés par les crédits.

Pour gérer et atténuer les conséquences de la pandémie de coronavirus, de nouvelles mesures s'imposent dans plusieurs domaines. Le montant total du supplément IIb se monte à environ 770 millions de francs, dont 476 millions de francs à titre de besoin de financement extraordinaire, dont près de la moitié est compensée au moyen de crédits déjà engagés. Treize crédits et deux crédits d'engagement concernent quatre départements et le domaine "Autorités et tribunaux". Dans ce dernier domaine, d'ailleurs, un crédit supplémentaire de 3 millions de francs est sollicité par les Services du Parlement pour financer les coûts liés à la session d'été à Bernexpo du 2 au 19 juin dernier, ainsi que les aménagements à l'intérieur du Palais fédéral – vous les avez vus d'ailleurs –, qui permettent la tenue de la présente session. A noter que le surcoût total qui a permis à l'Assemblée fédérale de siéger extra muros se monte à 6,7 millions de francs.

Au Département fédéral de l'intérieur, l'Office fédéral de la santé publique sollicite un crédit supplémentaire de 288,5 millions de francs pour prendre en charge les coûts de dépistage jusqu'à fin 2020, ceci afin d'éviter des inégalités de traitement intercantionales et, pour les patients, de devoir s'acquitter de la franchise et de la quote-part.

Ceci aurait fait courir le risque que des personnes renoncent au dépistage. Ce montant de 288,5 millions de francs permet la réalisation de 8000 tests par jour jusqu'à la fin 2020.

Un autre crédit de 28,2 millions de francs est également sollicité pour financer, entre autres, les charges de personnel, les campagnes d'information ou encore le service d'assistance téléphonique à la population.

Enfin, un crédit de 3,4 millions de francs permet de prendre en charge les coûts des centres de référence nationaux.

L'Office fédéral de la culture sollicite un crédit supplémentaire de 34 millions de francs pour venir en aide aux entreprises culturelles à travers des conventions de prestations conclues avec les cantons. Dans la limite des crédits autorisés, la Confédération couvre la moitié des coûts liés aux mesures, l'autre moitié est prise en charge par les cantons. A noter que ce crédit supplémentaire est entièrement compensé au sein du poste budgétaire A290.0107, "Aide d'urgence aux entreprises culturelles".

Trois autres crédits sont sollicités. L'un de 1 million de francs, entièrement compensé, pour indemniser les pertes financières des associations culturelles du domaine amateur. Un deuxième de 3,5 millions, compensé également, pour accorder une aide financière aux 18 écoles suisses à l'étranger qui ont dû fermer leurs portes à cause de la pandémie.

Enfin, un troisième crédit de 2,92 millions de francs est sollicité pour élargir l'aide indirecte à la presse locale et régionale pour une période de six mois à compter du 1er juin 2020.



Au Département fédéral des finances, l'Office fédéral des constructions et de la logistique sollicite un crédit supplémentaire de 24 millions de francs pour financer des travaux supplémentaires dans les écoles polytechniques fédérales, les travaux ayant pris de l'avance en raison de la fermeture des établissements lors de la période de semi-confinement. Ce montant de 24 millions de francs est compensé dans son intégralité au moyen de la contribution de la Confédération aux écoles polytechniques fédérales.

Concernant le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication et l'Office fédéral de l'aviation civile, suite à la fermeture des frontières et au semi-confinement, le trafic aérien a baissé jusqu'à 95 pour cent, ce qui a entraîné de graves difficultés financières pour Skyguide, dont les réserves se sont épuisées au cours de l'exercice 2020 et ont fondu, je pourrais dire, comme neige au soleil. Le Conseil fédéral demande dans un premier temps un montant de 150 millions de francs à injecter dans le capital propre de la société qui, rappelons-le, est propriété de la Confédération. L'aide financière sera accordée à condition que Skyguide s'engage à faire des économies de fonctionnement pour réduire ses besoins en liquidités, notamment dans ses charges de personnel.

A l'Office fédéral des transports, un crédit supplémentaire de 221 millions de francs correspondant à la part de la Confédération sur la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations, la fameuse RPLP, sera versé au fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF) pour compenser la diminution des apports au fonds. D'autre part, un crédit d'engagement de 250 millions de francs, prélevé sur le FIF, sera attribué aux 36 gestionnaires de l'infrastructure fortement impactés par la crise sanitaire.

L'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays, enfin, sollicite à titre transitoire un crédit de 95 000 francs pour le stockage d'éthanol ainsi qu'un crédit d'engagement de 5,82 millions de francs pour garantir les pertes économiques éventuelles liées aux achats d'éthanol par la société Alcosuisse.

Pour conclure, le Secrétariat d'Etat à l'économie sollicite un prêt de 10 millions de francs au Swiss Investment Fund for Emerging Markets pour effectuer des investissements anticycliques et honorer les accords de partenariat conclus.

Au terme de la discussion par article, je vous indiquerai les décisions de notre commission.

Wettstein Felix (G, SO), für die Kommission: Das Wichtigste gleich vorweg: Sämtliche 13 Nachtragskredite, die uns der Bundesrat mit seinem Nachtrag IIb zum Voranschlag 2020 unterbreitet, haben in der Finanzkommission eine Mehrheit gefunden. Mehrere Sachkommissionen haben Mitberichte zu einzelnen der 13 Nachtragskredite verfasst, namentlich die SGK, die WBK und die KVF. Diese Kommissionsempfehlungen hatten allesamt die Unterstützung einzelner beantragter Kredite zum Ziel, und daher können wir festhalten, dass die Finanzkommission ganz im Sinne der diversen Mitberichte entschieden hat.

Alle 13 Nachtragskredite, die uns der Bundesrat heute vorlegt, sind mit der Bewältigung der Corona-Krise begründet. Im laufenden Jahr haben National- und Ständerat bisher rund 31 Milliarden Franken an ausserordentlichen Ausgaben bewilligt und zusätzlich Verpflichtungskredite für etwas mehr als 42 Milliarden Franken gesprochen, in Form von Bürgschaften

AB 2020 N 1283 / BO 2020 N 1283

und Darlehen. Aktuell sieht es so aus, dass nicht sämtliche 31 Milliarden Franken für die Voranschlagskredite im laufenden Jahr ausgeschöpft werden müssen: Gemäss der letzten Hochrechnung dürften es rund 18 Milliarden sein.

Mit dem heutigen Nachtrag IIb zum Voranschlag 2020 wird uns ein Paket im Gesamtumfang von 769,9 Millionen Franken unterbreitet. Drei dieser Nachtragskredite enthalten dreistellige Millionenbeträge. Nachdem mein Kollege Gschwind dies nach Departementen sortiert und gegliedert hat, mache ich es nach der Grösse der Kredite.

Der grösste Einzelkredit betrifft die Virustests: Bekanntlich trägt der Bund seit Juni die Kosten für diese Tests. Der Antrag lautet auf 288,5 Millionen Franken. Diese Kosten können vollständig kompensiert werden mit dem Covid-19-Kredit "Beschaffung Sanitätsmaterial", den beide Räte als Nachtrag bereits bewilligt haben. Die Finanzkommission unterstützt den Kredit einstimmig.

Der zweitgrösste Einzelkredit betrifft die Einlage in den Bahninfrastrukturfonds. Dem Fonds werden bis Ende Jahr als Folge der Corona-Krise beträchtliche Einnahmen fehlen. Der zusätzliche Bedarf beläuft sich auf 221 Millionen Franken, zusätzlich zu dem, was wir im Mai bewilligt haben.

Drittgrösster Einzelkredit dieses Nachtragspakets ist die Rekapitalisierung von Skyguide im Umfang von 150 Millionen Franken. Dieser Posten hat in der Kommission zu Diskussionen Anlass gegeben, zumal der Bundesrat angekündigt hat, dass Skyguide für das Jahr 2021 eine weitere Finanzspritze von 250 Millionen Franken benötigen wird. Sie wird Teil des ordentlichen Budgets 2021 sein.



Unbestritten ist, dass der Bund gemäss Artikel 40d Absatz 1 des Luftfahrtgesetzes verpflichtet ist, für eine genügende Kapitalausstattung von Skyguide zu sorgen, denn die Flugsicherung ist praktisch zu 100 Prozent in Bundeshand. Die Kommission hat deutlich gemacht, dass sie angesichts des erwarteten Rückgangs der Flugbewegungen Anpassungen bei den Kosten erwartet. Zwei Minderheiten verlangen, dass die Auszahlungen an Auflagen geknüpft seien. Diese Minderheitsanträge werden anschliessend präzisiert und begründet.

Drei Einzelkredite betreffen den Kultursektor. Sie umfassen zusammen 38,5 Millionen Franken, wobei die Leistungsvereinbarungen Kultur mit den Kantonen den Hauptanteil ausmachen, nämlich 34 Millionen. Es geht hier darum, in Zusammenarbeit mit den Kantonen für weitere Ausfallentschädigungen zu sorgen. Damit soll bei Härtefällen situationsangepasst Hilfe geleistet werden können für Kulturunternehmen, die weiterhin stillstehen müssen. Ein Beispiel für derartige Härtefälle sind die Schausteller, die ja in der gestrigen Debatte bereits Thema waren. Sie haben hohe Fixkosten und sind immer noch stillgelegt, weil nach wie vor keine Messen, Jahrmärkte und dergleichen stattfinden dürfen.

Dieser Kredit "Leistungsvereinbarungen Kultur Kantone" von 34 Millionen Franken kann aus den früher gesprochenen Soforthilfekrediten vollumfänglich kompensiert werden. Eine Minderheit beantragt jedoch die Streichung.

Den weiteren Krediten hat die Finanzkommission ohne Widerspruch zugestimmt. Im Gesundheitssektor sind es zwei weitere Kredite von zusammen 31,6 Millionen Franken. 24 Millionen Franken sind für Investitionen bei Bauten der ETH Zürich vorgesehen: Begonnene Bauvorhaben sollen ohne Verzug weitergeführt werden können. Eine ausserordentliche Kapitalerhöhung von 10 Millionen Franken soll dem Swiss Investment Fund for Emerging Markets, dem Sifem, zukommen, der Entwicklungsfinanzierungsgesellschaft des Bundes. Und last, but not least sind 3 Millionen Franken als Funktionsaufwand Parlamentsdienste beantragt. Wir kennen den Grund: Es sind die Zusatzkosten für unsere Session extra muros.

Die Finanzkommission beantragt Ihnen mit 17 zu 1 Stimmen bei 4 Enthaltungen die Zustimmung zum Bundesbeschluss IIa über den Nachtrag IIb zum Voranschlag 2020 sowie mit 17 zu 0 Stimmen bei 5 Enthaltungen die Zustimmung zum Bundesbeschluss IIb, Entnahme aus dem Bahninfrastrukturfonds.

Schwander Pirmin (V, SZ): Wir haben aufgrund der Corona-Situation einmal mehr Nachtragskredite auf dem Tisch. Es geht dabei um – ich möchte fast sagen "nur" – 770 Millionen Franken. Wenn wir das in Zusammenhang setzen zu den Nachtragskrediten oder den finanziellen Unterstützungen im ersten Halbjahr 2020, so ist das ein kleiner Teil. Wir haben nämlich bezüglich der Corona-Situation bereits Ausgaben im Umfang von 31 Milliarden Franken gesprochen. Und wir haben weiter im ersten Halbjahr Verpflichtungen und Garantien im Umfang von 42 Milliarden Franken gesprochen. Der grösste Teil, über 20 Milliarden Franken, ging natürlich an die Arbeitslosenversicherung für die Kurzarbeit. Das sind die Grössenordnungen. Wenn man nun die Nachtragskredite in diese Grössenordnungen einbettet, dann kommen diese 770 Millionen Franken klein daher.

Diese 770 Millionen Franken teilen sich auf drei grosse Bereiche auf. Der erste Teil wird für die Corona-Tests ausgegeben. Da wurde mit den Kantonen ausgehandelt, dass der Bund diese übernimmt. Die Kantone möchten ja, dass der Bund auch die Unterauslastung der Spitäler bezahlt. Dazu wird wahrscheinlich auch noch eine Forderung kommen. Und der Bundesrat muss sich mit den Kantonen auch noch über diese Unterauslastung unterhalten, da kann er sich nicht zurückziehen.

Wir sprechen bei den SBB, beim zweiten Teil, über Ertragsausfälle – bei den SBB. Wir haben auch noch andere Transportunternehmen, die dann ebenfalls noch mit Ertragsausfällen kommen werden. Auch diese Diskussion ist mit den 770 Millionen Franken nicht zu Ende.

Beim dritten Teil, die Kommissionssprecher haben es gesagt, geht es um Skyguide: Auch dort geht es, mit 150 Millionen Franken, um die finanzielle Stabilisierung. Dort stellt sich die Frage der Kosten wegen des Pensionsalters, aber das kommt dann in der Detailberatung.

Wir haben also hier drei grosse Positionen, die an und für sich insofern unbestritten sind, als wir sagen: Die Konsequenzen aus der Corona-Situation müssen jetzt getragen werden. Das unterstützen wir vonseiten der SVP-Fraktion auch. Aber es kann nicht sein, dass wir hier bei bundesnahen Betrieben oder in den Kantonen bei den Spitälern über Ertragsausfälle und was weiss ich worüber diskutieren, und daneben haben wir Hunderttausende Selbstständigerwerbende in unserem Land, die auch Ertragsausfälle haben, über die wir noch nicht gesprochen haben. Es ist ein Anliegen der SVP-Fraktion, dass wir so schnell wie möglich die Diskussion eröffnen, wer für diese Ertragsausfälle bzw. für diesen Schaden, der bis anhin entstanden ist und in den nächsten zwei, drei Jahren noch entstehen wird, die Haftung übernimmt.

Ich spreche bewusst von Haftung. Wenn ich privat jemandem einen Schaden zufüge, dann muss ich diesen Schaden decken, und ich trage die Haftung. Diese Frage wird kommen. Der Bundesrat hat zu Beginn der Krise, im März, der Bevölkerung gesagt: Wir lassen euch nicht im Stich. Lassen wir hier also die Leute bitte jetzt nicht



im Stich. Wir kümmern uns sofort um die bundesnahen Betriebe, um die Kultur, wir machen Sonderpakete – einzelne, punktuelle Sonderpakete –, aber die grosse Masse draussen lassen wir im Stich. Das kann es nicht sein! Das gehört jetzt in diese Debatte zu diesem Nachtragskredit. Wir werden das bei allen Nachtragskrediten immer wieder betonen, wenn wir den grossen Schaden nicht diskutieren, der in der Wirtschaft und in der Gesellschaft draussen entstanden ist.

Deshalb bitte ich Sie natürlich, dass man diese Gelder auch spricht – bzw. wir haben dann noch Vorbehalte bei der Kultur und bei Skyguide, aber das kommt in der Detailberatung. Wir müssen hier helfen. Der Bund hat eine Situation geschaffen, in der er jetzt die finanziellen Folgen tragen muss – aber eben nicht nur bei den bundesnahen Betrieben, sondern auch draussen, bei den Selbstständigerwerbenden.

Ich bitte Sie, dies zu berücksichtigen, und danke für Ihre Unterstützung, wenn wir dann über die grossen Ausfälle draussen in der Wirtschaft diskutieren.

Widmer Céline (S, ZH): Sie haben es gehört: Seit Ausbruch der Pandemie haben wir zur Bewältigung der Krise über 30 Milliarden Franken ausserordentliche Ausgaben und über 40 Milliarden Verpflichtungen und Garantien bewilligt. Mit dem heutigen Nachtrag kommen nochmals 770 Millionen

AB 2020 N 1284 / BO 2020 N 1284

Franken dazu. Für die sozialdemokratische Fraktion ist klar, dass auch diese Nachträge notwendig und gerechtfertigt sind. Damit können die gesundheitlichen, wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Massnahmen zur Bewältigung der Pandemie weiter finanziert werden. Es sind vergleichsweise kleine Beträge, die jetzt noch gesprochen werden. Bei knapp der Hälfte handelt es sich eigentlich gar nicht um zusätzliche Kredite, sondern um Umwidmungen bereits bewilligter Kredite, weil das Geld in einem anderen Bereich nicht gebraucht wird. Wir haben es gehört und werden es sicher nochmals vom Bundesrat hören: Die tatsächlichen Corona-Ausgaben werden im Jahr 2020 deutlich tiefer ausfallen als prognostiziert. Der Bundesrat rechnet aktuell bis Ende Jahr mit rund 18 Milliarden Franken, nicht mit 30 Milliarden wie budgetiert.

Es ist gut, dass wir diese Reserven haben, weil es in der anschliessenden Beratung des Covid-19-Gesetzes genau um die Frage geht, wo es noch zusätzliche und bessere Massnahmen braucht. Bei der Unterstützung von Selbstständigerwerbenden und KMU ist das sicher der Fall – wir haben den Sprecher der SVP-Fraktion gehört. Wir zählen auf die SVP-Fraktion. Genau dort geht es darum, dass wir nun in den Gesetzen die Lücken schliessen.

Finanziell liegt das alles noch im machbaren Bereich, sogar innerhalb der bereits bewilligten Kredite. Der Konjunktureenbruch wegen der Pandemie war drastisch. Es wäre jetzt völlig falsch, bei den Unterstützungsmassnahmen zu knausern. Der Bundesrat hat gesagt, dass er erst Ende Jahr über den Umgang mit den Corona-Schulden entscheiden will. Was aber jetzt schon absolut klar ist: Es wäre völlig falsch, die Schulden möglichst bald zurückzuzahlen, weil dies der Konjunkturentwicklung diametral entgegenwirken würde. In einem solchen Szenario bräuchten wir dann wohl dringend eine Extrasteuer, um Sparprogramme zu verhindern. Es darf nicht das Ziel sein, die Corona-Ausgaben möglichst tief zu halten, sondern wir müssen möglichst wirksam Arbeitsplätze sichern. Fakt ist auch, dass die Schuldenquote der Schweiz im internationalen Vergleich dermassen tief ist, dass ein Amortisationsplan weder nötig noch angebracht ist.

Zu den Details der Nachtragskredite: Den grössten Kredit dieser Serie braucht es für die Corona-Tests, wir haben es gehört. Covid-19-Tests sind ein wesentliches Element unserer Eindämmungsmassnahmen. Mit der bisherigen Regelung mussten Patientinnen und Patienten zum Teil die Testkosten selbst übernehmen. Die SP-Fraktion hat sich schon sehr früh in der Krise dafür eingesetzt, dass die Kosten für die Covid-19-Tests vom Bund übernommen werden. Das ist schlicht ein ganz wichtiger Faktor, dass sich möglichst viele Leute testen lassen. Wir sind erfreut, dass dieser zusätzliche Kredit von knapp 300 Millionen Franken über die ursprünglich für die Beschaffung von Sanitätsmaterial gesprochenen Kredite kompensiert werden kann. Das heisst, dass Masken und Desinfektionsmittel günstiger als ursprünglich budgetiert beschafft werden konnten.

Für die SP sind auch die Kredite für den Betrieb der Bahninfrastruktur sehr zu begrüessen.

Bei den Krediten im Bereich des Bundesamtes für Kultur geht es hauptsächlich darum, dass Kulturorganisationen weiterhin unterstützt werden können und keine Lücke entsteht. Auch hier geht es nicht um zusätzliches Geld, sondern um die konkrete Zuweisung. Dass die SVP trotzdem genau diesen Nachtragskredit streichen will und genau hier ein Fass ohne Boden sieht, ist in ihrer Logik wohl konsequent, macht es aber nicht besser, sondern ist reine Symbolpolitik.

Bei den weiteren Krediten möchte ich noch die Finanzspritze für die Sifem hervorheben. Mit 10 Millionen Franken werden lokale KMU in den Entwicklungsländern unterstützt. Die SP begrüsst das sehr, denn Entwicklungsländer waren und sind von der Krise besonders betroffen.



Etwas kritischer sind wir beim Nachtrag für die Lagerhaltung von Ethanol. Mit dem Nachtrag übernimmt der Bund die Lagerhaltungskosten und gibt Alcosuisse eine Verlustgarantie. Nun ist es so, dass Alcosuisse privatisiert wurde und heute ein Unternehmen der Thommen-Furler AG ist. Auch hier zeigen sich halt die Folgen von Privatisierungen: Die Verluste einer privaten Firma müssen wir subventionieren, damit wir sicher genug Ethanol haben, aber an allfälligen Gewinnen partizipieren wir höchstens teilweise. Die SP wird dem Nachtrag trotzdem zustimmen, weil wir ausreichend Ethanol für Desinfektionsmittel brauchen. Die zukünftige Pflichtlagerlösung sollte dann aber solche Mechanismen ausschliessen.

Auf weitere Einzelaspekte gehen wir in der Detailberatung ein.

Die SP-Fraktion stimmt allen Nachtragskrediten zu und bittet Sie, dies ebenfalls zu tun.

Gmür Alois (M-CEB, SZ): Die Mitte-Fraktion unterstützt die 13 Nachtragskredite im Umfang von 770 Millionen Franken. Es braucht dieses Geld, um weitere Folgen der Corona-Pandemie abzufedern.

Der grösste Teil des Nachtrags entfällt auf die Kosten für Corona-Tests. Seit dem 25. Juni übernimmt der Bund sämtliche Kosten für diese Tests. Vorher wurden die Kosten für die Virustests zum Teil von den Kantonen und den Krankenversicherern übernommen. Das hat dazu geführt, dass nicht alle Patientinnen und Patienten gleich behandelt wurden. Das erachtet die Mitte-Fraktion als unhaltbar und begrüsst es, dass in dieser Sache eine klare Aufteilung zwischen Bund und Kantonen beschlossen wurde. Im Kampf gegen dieses Virus sind breit angelegte Tests sehr wichtig; es dürfen keine Hürden bestehen, sodass sich gewisse Personen nicht testen lassen. 288,5 Millionen Franken für Tests sind richtig investiert. Wir sind überzeugt, dass damit die Infektionsketten vermehrt unterbrochen werden können. Mit dem vorgesehenen Betrag können durchschnittlich 8000 Tests pro Tag bezahlt werden. Es ist zu hoffen, dass dies reicht.

Beim Kredit "Covid: Leistungsvereinbarungen Kultur Kantone" sind 34 Millionen Franken vorgesehen, mit denen das BAG zusammen mit den Kantonen Programme vereinbaren kann, um Kulturunternehmen zu unterstützen. Die Mitte-Fraktion ist wie die Mehrheit der Ansicht, dass zwischen Oktober und Ende Dezember keine Lücke entstehen darf und diese Kredite weiterlaufen sollen, auch wenn ab dem 1. Oktober Lockerungen für Grossveranstaltungen eingeführt werden. Wir wissen aber noch nicht, wie sich diese auswirken werden. Die verlangten Schutzkonzepte haben auch zur Folge, dass die Kulturunternehmen nie die Einnahmen erzielen können, die sie unter normalen Verhältnissen erzielen könnten: Es hat weniger Publikum – mit allen finanziellen Konsequenzen bei weniger Eintritten und eingeschränktem Restaurationsbetrieb.

Die Nachfrage nach den bereitgestellten Darlehen in der Höhe von 100 Millionen Franken für Kulturunternehmen war sehr klein. Es wurden nur 5 Millionen an Darlehen ausgezahlt, sodass jetzt noch 95 Millionen Franken verbleiben. Von diesem Betrag will man jetzt 34 Millionen nehmen und diese nicht als Darlehen, sondern als A-Fonds-perdu-Beiträge vergeben. Dies ist zugunsten der nach wie vor stark leidenden Kulturunternehmen sinnvoll.

Eine Streichung des Betrags, wie das die Minderheit Guggisberg will, unterstützt die Mitte-Fraktion nicht. Ich bitte Sie deshalb, die Mehrheit zu unterstützen.

Bei den Rahmenbedingungen der Kreditverwendung wollen zwei Minderheiten genau gegenläufige Bedingungen vorgeben. Die Minderheit I (Guggisberg) will bei den 150 Millionen Franken für die Rekapitalisierung von Skyguide vorgeben, dass das Rentenalter der Fluglotsinnen und -lotsen auf mindestens 60 Jahre heraufgesetzt und die Lohnstruktur nach unten korrigiert wird. Auch bei den Ferienansprüchen der Geschäftsleitungsmitglieder will man eine Reduktion verlangen. Die Minderheit II (Dandrès) will hingegen den Ist-Zustand zementieren, der vor der Corona-Zeit bestand, und vorgeben, dass die Gesamtarbeitsverträge sowie die Arbeits-, Lohn- und Anstellungsbedingungen eingehalten werden, wie man es gewohnt war.

Die Mitte-Fraktion hat für die Anliegen der Minderheit I (Guggisberg) grosses Verständnis: Bei Skyguide können Einsparungen gemacht werden, ohne dass Quantität und Qualität der Leistungen infrage gestellt werden. Mit diesem Kredit aber unmittelbar verbindliche operative Regelungen zu erwirken, ist rechtlich nicht möglich. Es kann nicht sein, dass das Parlament hier ins operative Geschäft eingreift. Der Bund kann als Eigner Empfehlungen an den Verwaltungsrat von

AB 2020 N 1285 / BO 2020 N 1285

Skyguide abgeben – der Bundesrat hat dies vor der Corona-Zeit auch schon gemacht. Der Verwaltungsrat ist jetzt in der Pflicht. Sollte der Verwaltungsrat den Vorgaben nicht nachkommen, kann der Bundesrat personelle Massnahmen einleiten und ihm das Vertrauen entziehen. Die finanzielle Situation von Skyguide ist höchst angespannt. Es gilt jetzt, auf diesen Bereich zu fokussieren. Für die Mitte-Fraktion steht nun die finanzielle Absicherung von Skyguide im Vordergrund, ansonsten kann der Betrieb nicht mehr so, wie er sollte, aufrechterhalten werden.



Ich bitte Sie deshalb, den Weg der Mitte zu unterstützen, die Anträge von rechts und links abzulehnen und nicht noch "Chrut und Rüebli" in die Nachtragskredite einzupacken.

Andrey Gerhard (G, FR): Le crédit supplémentaire de 770 millions de francs prévu est peu contesté par la commission. Il est aussi incontesté par le groupe des Verts, qui approuve le crédit tel que proposé par le Conseil fédéral, sans modification.

Néanmoins, je voudrais aborder quelques points que le groupe des Verts considère comme importants. La recapitalisation de 150 millions de francs suisses de Skyguide est apparemment indispensable pour la surveillance de l'espace aérien, comme cela nous a été expliqué par l'administration de manière crédible. Pour ce qui concerne la proposition défendue par la minorité II (Dandrès), le groupe des Verts recommande la liberté de vote. La demande du respect des conditions de travail est légitime, mais se pose la question de savoir dans quelle mesure la proposition peut avoir un quelconque effet, puisque les conditions de travail, chez Skyguide, ne sont pas l'objet du crédit. Ces conditions sont de toute façon négociées par les partenaires sociaux. Pour cette même raison, le groupe des Verts recommande de rejeter la proposition défendue par la minorité I (Guggisberg).

Le soutien supplémentaire de 34 millions de francs pour les entreprises culturelles est très important pour le groupe des Verts. L'ensemble du secteur culturel est confronté à d'énormes défis et aucun soulagement n'est en vue, même avec l'assouplissement des restrictions à partir du mois d'octobre. Les obstacles, et donc les coûts supplémentaires des événements, restent énormes. La crainte d'être mises en quarantaine après un événement dissuade de nombreuses personnes d'y prendre part. Finalement, de nombreux artistes ne peuvent tout simplement pas venir en Suisse à cause de restrictions de voyage. Une annulation du soutien culturel, comme le demande la minorité Guggisberg, serait carrément fatale. Le groupe des Verts recommande son rejet, en conséquence.

Badertscher Christine (G, BE): Die zusätzlichen Kredite von 770 Millionen Franken, wovon 361 Millionen kompensiert werden, sind für die grüne Fraktion unbestritten. Wir werden die vom Bundesrat vorgeschlagenen Nachtragskredite ohne Änderungen annehmen, wie es Kollege Andrey bereits erwähnt hat. Sie sehen auch anhand der Fahne, dass es heute wenig Diskussionspunkte gibt.

Dennoch möchte ich auf zwei Themen eingehen, die uns wichtig sind:

Im WBF werden zusätzliche 10 Millionen Franken für die Sifem gesprochen. Die Sifem ist die Entwicklungsförderungsgesellschaft des Bundes; sie soll mit dieser Kapitalerhöhung antizyklische Investitionen ermöglichen. So können KMU in Entwicklungsländern mit dem Ziel unterstützt werden, Arbeitsplätze zu erhalten. Dies ist aufgrund der weltweiten wirtschaftlichen Herausforderungen im Moment zentral und liegt auch im Interesse der Schweiz. Wir unterstützen diese Kapitalerhöhung deshalb.

In der Botschaft heisst es, der Nachtragskredit werde vollumfänglich kompensiert. Die Frage stellte sich für uns, wo die 10 Millionen kompensiert werden, auf Kosten welcher Budgetposten. Dies haben wir in der Kommission diskutiert, und es wurde uns bestätigt, dass die Kompensation intern gut geprüft wurde und dass die Umlagerung nicht zulasten anderer wichtiger Programme gehe.

Das zweite Thema betrifft die Schausteller. Die Grünen haben einen Antrag auf eine Kommissionsmotion mit der Forderung nach einem Unterstützungspaket für das Schaustellergewerbe eingereicht, das von der Covid-19-Krise in besonderer Weise betroffen ist. Die Entschädigungen für Erwerbsausfall für Selbstständige decken nur einen geringen Teil des Ausfalls ab. Die Branche hat hohe Fixkosten wie Lagerkosten, Versicherungen und Abschreibungen.

Aus Gründen der Gleichbehandlung der einzelnen Branchen hat die Finanzkommission den Antrag abgelehnt. Es wurde uns aber gesagt, dass im Rahmen des Kredits "Covid: Leistungsvereinbarungen Kultur Kantone" das Identifizieren von Härtefällen vorgesehen sei; da seien die Schausteller dabei.

Farinelli Alex (RL, TI): Con il supplemento di credito IIb il governo chiede al Parlamento di autorizzare alcuni mezzi supplementari che vanno ad aggiungersi ai 71 miliardi di franchi tra garanzie e crediti già approvati. Per fortuna, come sappiamo, ad oggi di questi 71 miliardi ne sono stati necessari circa la metà e cioè 34, suddivisi equamente tra le due voci. Tuttavia va ribadito che non siamo ancora allo scollinamento di questa crisi e quindi è ancora presto per tirare conclusioni, sia dal profilo finanziario sia dal profilo sanitario.

Permettetemi però di fare alcune considerazioni di carattere piuttosto politico su questi crediti. La prima riguarda gli investimenti: il fatto che oggi si decide di intervenire in favore dell'infrastruttura e degli investimenti che permettono lo sviluppo del paese è un segnale sicuramente importante. La Svizzera non vuole tagliare gli investimenti futuri rispettivamente non vuole accumulare ritardi nella realizzazione di infrastrutture necessarie e strategiche per il paese.



La seconda riguarda la ripartizione federalista dei costi: se è chiaro che la Confederazione ha sicuramente delle importanti possibilità di intervento, è altrettanto chiaro che ogni ente dovrà fare la sua parte. In questo senso la scelta di andare a prendersi a carico i costi integrali per i test legati al Covid-19 sicuramente è da condividere sia da un profilo sanitario che da un profilo di aggravio dei costi per quanto riguarda il settore della salute. Va però detto che questo non vuol dire che ogni genere di costo o di mancato introito debba essere assunto dalla Confederazione.

Abschliessend noch eine kleine Anmerkung zu den Anträgen in Bezug auf Skyguide: Die FDP-Liberale Fraktion ist wie auch bei anderen Krediten nicht der Meinung, dass die Gewährung von Beihilfen an Fragen der Lohnbedingungen oder des Rentenalters geknüpft werden sollte oder kann. Für die Klärung dieser Fragen haben wir spezifische Gremien und Instrumente. Aus diesem Grund lehnen wir den Antrag der Minderheit I (Guggisberg) und den Antrag der Minderheit II (Dandrès) ab.

Ich möchte darauf hinweisen, dass das Parlament vor Kurzem das Instrument der Rahmenbedingungen entdeckt hat. Das ist etwas, was sicherlich interessant ist, aber auch eine gefährliche Waffe sein kann. Das darf nicht ein Freipass für einfallsreiche Lösungen in jeder Finanzierungsfrage beziehungsweise für regelrechte Feldinvasionen sein. Die Nutzung dieses Instruments sollte vielmehr hauptsächlich auf finanzielle Gründe beschränkt werden.

Fatte queste considerazioni, il gruppo liberale-radicale sosterrà le proposte di credito respingendo tutte le proposte di minoranza.

Fischer Roland (GL, LU): Die grünliberale Fraktion unterstützt den Nachtrag IIb zum Voranschlag 2020, und wir stimmen der Vorlage gemäss dem Entwurf des Bundesrates zu. Zu den einzelnen Minderheitsanträgen werden wir uns dann in der Detailberatung äussern. Lassen Sie mich aber jetzt ganz kurz einige allgemeine Ausführungen zum Nachtrag und zur Situation der Bundesfinanzen machen:

Wir entscheiden heute über Nachtragskredite in der Höhe von rund 770 Millionen Franken. Das ist natürlich ein Betrag, der im Vergleich zu den Nachtragskrediten, die wir bis jetzt beschlossen haben, nicht so gross aussieht und auch nicht so gross ist. Es handelt sich um Nachträge, die weitgehend im Zusammenhang mit der Covid-19-Pandemie und somit auch einem aussergewöhnlichen und vom Bund nicht beeinflussbaren Ereignis stehen, weshalb die Ausnahmeregel gemäss Finanzhaushaltsgesetz anwendbar ist. Ich denke,

AB 2020 N 1286 / BO 2020 N 1286

das ist sicher sinnvoll. Die meisten Nachträge belasten also den Ausgabenplafond der Schuldenbremse nicht. Eine Frage, die uns aber sicher noch in Zukunft beschäftigen wird, ist die Verbuchung oder Behandlung von Unterstützungsmassnahmen im Zusammenhang mit dem Coronavirus im nächsten oder vielleicht sogar auch noch im übernächsten Jahr. Da haben wir zur Kenntnis genommen, dass der Bundesrat in der Botschaft zum Voranschlag 2021 angekündigt hat, auf ausserordentliche Ausgaben im Zusammenhang mit dem Coronavirus möglichst verzichten zu wollen. Weitere Massnahmen sollen im ordentlichen Haushalt verbucht werden und somit unter den Ausgabenplafond der Schuldenbremse fallen, denn sie sind ja bekannt und können deshalb geplant werden. Aber damit besteht natürlich die Gefahr, dass neue Corona-bedingte Ausgaben andere Ausgaben verdrängen, wenn der Ausgabenplafond erreicht ist.

Wir fragen uns deshalb, ob eine solche Wirkung aus finanzpolitischer Sicht wirklich notwendig und aus konjunkturpolitischer Sicht sinnvoll ist. Deshalb bitten wir den Bundesrat, hier dann allenfalls nochmals auf diesen Entscheid zurückzukommen.

Matter Michel (GL, GE): Au cours du premier trimestre 2020, notre Parlement a approuvé les mesures pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire, sociale et économique. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Il reste bien évidemment de nombreuses incertitudes sur les montants finaux.

Le Conseil fédéral demande treize crédits supplémentaires pour un montant de 769,9 millions de francs. Les principaux sont liés aux coûts des tests rapides qui, je vous le rappelle, augmenteront de façon massive dans le cadre du dépistage en raison des états grippaux qui surviendront bientôt, à un soutien aux transports publics particulièrement touchés et à une recapitalisation de l'indispensable Skyguide – ou plutôt un ajout de 150 millions de francs cette année et de 250 millions de francs l'an prochain à ses fonds propres, qui ont fondu en raison de l'effondrement du trafic aérien, dont chacune et chacun connaît l'ampleur.

Les mesures visent également à soutenir – c'est essentiel – la culture. Nous l'avons vu lundi dans cet hémicycle, le soutien à la culture doit être important. Je retiens également le soutien aux médias traditionnels. Nous devrions d'ailleurs également soutenir les médias qui sont uniquement en ligne – peut-être les débats de cet après-midi feront-ils changer la donne.



Enfin, le groupe vert/libéral a soutenu le groupe des Verts dans son approche visant à porter appui aux forains, une profession qui date de plusieurs siècles. Cela n'a pas été retenu par la commission.
Le groupe vert/libéral vous demande d'approuver ces crédits supplémentaires.

Maurer Ueli, Bundesrat: Wie Sie gehört haben, unterbreiten wir Ihnen mit dem Nachtrag IIb einen Kredit von 770 Millionen Franken. Von diesen 770 Millionen haben Sie Ausgaben von 324 Millionen bereits bewilligt. Sie werden umgebucht, weil sie nicht auf den richtigen Konten sind. Sie müssen das bewilligen, damit wir sie anders einsetzen können als ursprünglich geplant. Für effektiv neue Ausgaben beantragen wir Ihnen einen Kredit von 476 Millionen Franken.

Wie ist dieser Nachtragskredit insgesamt einzuordnen? Um es noch einmal in Erinnerung zu rufen: Sie haben bisher ausserordentliche Ausgaben von etwa 31 Milliarden Franken bewilligt. Wie wir es heute beurteilen, werden wir davon etwa 18 Milliarden Franken brauchen, also weit weniger, als wir ursprünglich gedacht haben. 18 Milliarden zusätzliche ausserordentliche Schulden auf dem Konto, auf dem jetzt ein Guthaben von 3,4 Milliarden Franken besteht, bedeuten, dass wir in den nächsten Jahren zusätzliche Schulden von etwa 15 Milliarden abzahlen haben. Das ist weniger, als wir ursprünglich berechnet haben. Aber es sind immer noch 15 000 Millionen Franken Schulden, die wir zusätzlich angehäuft haben. So viel sei zu der ausserordentlichen Rechnung gesagt.

In der ordentlichen Rechnung – um auch das noch anzufügen – haben wir einen Überschuss von 300 Millionen Franken budgetiert. Wir werden aber ein Defizit von etwas über 3 Milliarden Franken haben. Das liegt immer noch im Rahmen der Schuldenbremse, die in diesem Jahr Schulden zulässt, weil die Konjunktur einbricht und deshalb der sogenannte K-Faktor zum Tragen kommt.

Gesamthaft beurteilt – ich gehe damit auch auf das Votum von Herrn Fischer ein –, lässt sich Folgendes sagen: Wenn wir heute feststellen können, dass wir sehr rasch reagiert haben, ist das auf die Ausgaben- und Budgetdisziplin der letzten Jahre zurückzuführen. Dank der Schuldenbremse und der ausserordentlich hohen Disziplin, die hier herrscht, war es möglich, sehr rasch zu reagieren. Wir sind der Meinung, dass wir gerade in dieser Zeit, in der alles etwas durcheinanderkommt, diese langfristige Perspektive im Auge behalten müssen und dass nach wie vor eine hohe Disziplin herrschen muss.

Unser Gesetz gibt uns eigentlich vor, dass wir ausserordentliche, nicht voraussehbare Massnahmen ausserordentlich verbuchen können, dass aber alles, was voraussehbar ist, in der ordentlichen Rechnung budgetiert und verbucht werden muss. Das führt dazu, dass der Bundesrat – Sie sehen ja das dann im Budget für nächstes Jahr – Massnahmen, die mit Corona noch einmal fällig werden können, nicht mehr ausserordentlich verbucht, weil sie heute voraussehbar sind und dann im ordentlichen Budget diskutiert werden sollen. Diese Grundsatzdiskussion werden wir also nicht nur heute führen, sondern dann in Zusammenhang mit dem Voranschlag, nämlich zur langfristigen Perspektive, zur langfristigen Disziplin und zum langfristigen In-Ordnen-Halten des Haushaltes. Das vielleicht zu einigen allgemeinen Punkten.

Ich komme zu den wichtigsten Punkten, die wir Ihnen heute unterbreiten, nämlich zu den grössten Krediten: Wir beantragen Ihnen erstens 288,5 Millionen Franken für Corona-Tests. Hier haben wir uns mit den Kantonen geeinigt, dass der Bund die Kosten für diese Tests vollständig übernimmt und die Kantone dafür keine Entschädigung für die Ertragsausfälle in den Spitälern erhalten sollen. Damit ist gewährleistet, dass möglichst viele Tests sofort erfolgen und dass kein Streit über die Bezahlung entsteht. Sie werden dann auch im Budget für das nächste Jahr noch einmal einen gleich hohen Betrag vorfinden. Damit will der Bund die Voraussetzungen schaffen, um möglichst klar festzustellen, wie sich das ausweitete, und um die Testergebnisse einzubringen. Der zweite Bereich ist ein Nachtragskredit von 221 Millionen für den öffentlichen Verkehr; hier sollen Ertragsausfälle dann entsprechend aufgefangen werden. Der dritte Kredit beläuft sich auf 150 Millionen und betrifft die Skyguide.

Vielleicht auch hier noch eine generelle Bemerkung: Der Bundesrat ist eigentlich der Meinung, dass wir mit diesen Massnahmen, die wir jetzt beschlossen haben, gewissermassen eine erste Etappe abgeschlossen haben. Wir haben damit über die ganze Schweiz ein Netz gelegt, um Ertrags- und Lohnausfälle auszugleichen und der Wirtschaft Liquidität zuzuführen. Was jetzt erfolgt, ist die Detailarbeit mit den Kantonen, um die Härtefälle zu bewältigen, die Sie auch diskutieren.

Wir sind nicht der Meinung, dass wir noch einmal flächendeckend über die ganze Schweiz Massnahmen treffen müssen, sondern dass wir das gemacht haben. Jetzt geht es darum festzustellen, wo Lücken bestehen, wie Lücken ausgeglichen werden können; sie dürfen branchenspezifisch sein, sie können aber auch regional sein. Hier wollen wir die Kantone mit einbeziehen, einerseits in die Verantwortung, andererseits aber auch, um festzustellen, was passiert.

Ich kann auch den Vorwurf nicht ganz verstehen, dass wir die grosse Masse im Stich lassen. Das Gegenteil



ist der Fall. Der Bund hat dafür gesorgt, dass die grosse Masse – wenn man diesen Ausdruck brauchen will – bei Lohnausfällen sofort Unterstützung mit Liquiditätszuführung erhielt. Jetzt geht es nicht mehr um die grosse Masse, sondern es geht um Einzelfälle. Wir sind durchaus bereit, das noch einmal anzuschauen. Auch den Vorwurf, dass der Bund hier einen Schaden verursacht hat und haftpflichtig wird, würde ich zurückweisen. Der Bund hat diese Krise nicht verursacht, sondern der Bund hat versucht, mit verschiedenen Massnahmen eine

AB 2020 N 1287 / BO 2020 N 1287

ausgewogene Analyse vorzunehmen: einerseits im gesundheitlichen Bereich, um die Bevölkerung zu schützen, andererseits um die Wirtschaft zu schützen, der Wirtschaft Liquidität zuzuführen und dafür zu sorgen, dass die Leute ein Einkommen haben.

Doch der Bund hat diese Krise nicht verursacht, sondern hat sie auf verschiedenen Ebenen abgedämpft. Daher ist eine Haftpflichtfrage des Bundes eigentlich ausgeschlossen. Alle Massnahmen, die wir getroffen haben, haben Sie immer grossmehrheitlich gestützt. Es ist dann auch nicht ganz nachvollziehbar, wenn Sie ausgerechnet den Kredit für die Kultur streichen wollen. Das ist genau diese Detailarbeit: Leute, die besonders betroffen sind, zusammen mit den Kantonen aufzufangen. Den Vorwurf zu erheben, wir würden für die breite Masse nichts machen, und dann genau diesen Kredit zu bekämpfen, ist für mich etwas schwierig nachzuvollziehen.

Insgesamt bitte ich Sie, wie das die meisten Sprecher gemacht haben, auf diese Vorlage einzutreten, ihr zuzustimmen. Es ist diesbezüglich die letzte Etappe in diesem Jahr. Damit können wir die nächste Etappe in Angriff nehmen und dort noch eingreifen, wo es allenfalls notwendig ist. Wichtig ist, das scheint mir als Schlussbemerkung noch angebracht: Die Krise ist noch nicht ausgestanden. Wirtschaftlich wird es durchaus in den nächsten Monaten und Jahren noch die eine oder andere Baustelle geben. Das heisst für uns und für Sie heute, dass man nicht alle Reserven in die Waagschale werfen sollte. Wir sind möglicherweise dann sehr froh darum, wenn wir auch in den nächsten Monaten noch Handlungsbedarf haben.

Schwander Pirmin (V, SZ): Herr Bundesrat, vielen Dank für Ihre Ausführungen. Sie haben gesagt, für die grosse Masse sei etwas gemacht worden. Wie sieht es mit den Zehntausenden von Selbstständigen aus, die bis heute noch nichts erhalten haben?

Maurer Ueli, Bundesrat: Wir haben ja diese Ausfallentschädigung für Selbstständige geschaffen. Davon sind bis vor drei Wochen 2,3 Milliarden Franken ausbezahlt worden. Es ist also nicht so, dass gar nichts passiert ist; 2,3 Milliarden Franken sind ausbezahlt.

Man muss doch auch feststellen: Wer selbstständig und Unternehmer ist, hat auch ein gewisses Risiko zu tragen. Es sind nicht der Bund, die Öffentlichkeit oder die Steuergelder, die für privates Unternehmertum aufkommen müssen. In diesem Bereich, dort, wo es angezeigt ist, werden wir noch Lösungen finden, aber der Bund kann nicht für alles und jedes bezahlen. Ich stelle ja auch fest, mitunter im Gespräch mit Leuten, dass viele sagen: "Ich warte noch einmal, vielleicht kommen noch A-Fonds-perdu-Beiträge, und so lange mache ich vorläufig nichts." Diese Haltung gibt es in der Bevölkerung eben auch. Man wartet, bis Sie noch etwas mehr Geld sprechen – denn es gibt ja solche Forderungen hier –, und dann bewegt man sich noch nicht so gross, denn es könnte ja noch der Geldsegen aus Bern kommen. Das müssen wir auch verhindern.

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Nous allons traiter les propositions des minorités en un seul débat.

Guggisberg Lars (V, BE): Der von uns bestrittene Nachtragskredit im Kulturbereich ist im Wesentlichen für Ausfallentschädigungen für Anlässe zwischen Oktober und Dezember 2020 vorgesehen. Gemäss Botschaft wären die 34 Millionen Franken auf dem Kredit 306.A290.0107, "Soforthilfe für Kulturunternehmen", vollumfänglich kompensiert. Dieser Hinweis auf die Kompensation ist unvollständig, um nicht zu sagen irreführend.



Wir stellen uns nicht grundsätzlich gegen die Unterstützung von Kulturunternehmen und anerkennen deren Relevanz in der Wertschöpfungskette. Die Fraktion der SVP hat den Kredit "Soforthilfe für Kulturunternehmen" im Umfang von 100 Millionen Franken damals aber nur unter der klaren Voraussetzung gutgeheissen, dass es sich um Darlehen handelt. Nun wird quasi durch die Hintertür ein Darlehen in einen A-Fonds-perdu-Posten umgewandelt. Damit können wir uns nicht einverstanden erklären. Auch die Bundeskasse ist kein Fass ohne Boden. Der A-Fonds-perdu-Kredit ist im Wesentlichen aus zwei Gründen nicht gerechtfertigt.

Erstens: Per 1. Oktober 2020 wird das Verbot von Grossveranstaltungen mit über tausend Besucherinnen und Besuchern unter Auflagen gelockert. Kulturelle Veranstaltungen, Kongresse und andere Indoor- und Outdoor-Veranstaltungen sind mit Schutzkonzept wieder möglich. Überlegen Sie sich einmal, was für ein Signal wir mit diesem Kredit aussenden: "Verzichten Sie weiterhin auf die Durchführung von Veranstaltungen – der Steuerzahler zahlt Ihnen den Ausfall!" Das ist ein falsches Signal gegenüber den Kulturveranstaltern und gegenüber den Kantonen.

Vielmehr sollten wir jetzt signalisieren, dass möglichst rasch wieder Anlässe stattfinden sollen, selbstverständlich unter Einhaltung von Schutzkonzepten. Die Anlässe finden auch wieder statt. Zum Beispiel in Langenthal finden, wie kürzlich zu lesen war, wieder Kammermusikkonzerte und die Jazztage statt; aktuell spielt Patent Ochsner im Kandertal vier Konzerte. Es braucht das Signal, dass wir mit dem Virus umgehen und leben lernen müssen, dass Anlässe mit den entsprechenden Schutzkonzepten durchführbar sind, dass man sich auch an Anlässen genügend schützen kann. Nur so kommen wir aus dieser verheerenden Endlosschleife der Schuldenanhäufung heraus, mit der wir kommende Generationen belasten.

Ich komme zum zweiten Punkt. In Artikel 69 der Bundesverfassung steht: "Für den Bereich der Kultur sind die Kantone zuständig." Trotzdem hat der Bund im Kulturbereich bereits Unmengen an Geld gesprochen; in einem gewissen Ausmass ist dies auch zu Recht erfolgt, aber irgendwann müssen wir einen Punkt machen.

Der Bund trägt wegen Corona relativ gesehen eine viel höhere finanzielle Last als die Kantone. Diese Last ist aus unserer Sicht jetzt nicht noch weiter zu erhöhen. Wenn in gewissen Kantonen tatsächlich weiterhin Bedarf besteht, sollen die Kantone diese Unterstützung gewährleisten.

Aus diesen Gründen beantragen wir Ihnen, diesen Nachtragskredit über 34 Millionen Franken abzulehnen.

Ich komme zum zweiten Punkt, er betrifft Skyguide. Die feudalen Anstellungsbedingungen von Skyguide sind ein Relikt aus vergangenen Zeiten, aus der Blütezeit der Luftfahrt und der Swissair, als sich einige Personen in leitenden Funktionen dem Gigantismus, um nicht zu sagen dem Grössenwahn, verschrieben hatten. Das galt sowohl für das Personal der Airline als auch für jenes der Flugsicherung. Die Ausgestaltung der Anstellungsbedingungen ist Ausdruck davon: Das Rentenalter 56 lässt sich einfach nicht rechtfertigen. Durchschnittlicher Lohn der Geschäftsleitung: 507 000 Franken; Lohnstruktur der Mitarbeitenden: von 8854 bis 15 797 Franken; Medianlohn: 12 900 Franken; 8 Wochen Ferien für die Geschäftsleitung.

Die Zeiten haben sich bekanntlich gewaltig verändert. Wir nehmen den Sparplan von Skyguide wohlwollend zur Kenntnis. Wir halten diesen Sparplan in der aktuellen Situation aber für selbstverständlich. Die blosser Erwartung des Bundesrates gemäss Botschaft, wonach die Gewerkschaften und Skyguide bis Ende 2021 einen gemeinsamen Plan erarbeiten, wie das Rentenalter zu erhöhen ist, erachten wir als zu unverbindlich. Wir verlangen mehr Verbindlichkeit, wenn der Bund einen Kredit von 150 Millionen Franken spricht. Es braucht an dieser Stelle jetzt Nägel mit Köpfen. Ein Brief genügt aus unserer Sicht nicht. Das seitens Skyguide geäusserte Argument, der Grund für das vergleichsweise tiefe Rentenalter liege in den hohen Sicherheitsanforderungen, welchen die Arbeit der Flugverkehrsleiter genügen müsse, und der Beruf der Flugverkehrsleiter erfordere höchste Konzentration, trifft auch auf viele andere Berufe zu: Piloten, Kernkraftwerkmitarbeiter und andere Berufe.

AB 2020 N 1288 / BO 2020 N 1288

Ja, der Bund ist gemäss Luftfahrtgesetz verpflichtet, für eine angemessene Kapitalausstattung von Skyguide zu sorgen. Diese Kapitalausstattung ist aber bezüglich der Anstellungsbedingungen an Rahmenbedingungen zu knüpfen, wie in unserem Minderheitsantrag formuliert. National- und Ständerat haben Kredite an die Luftfahrt an Bedingungen geknüpft. National- und Ständerat haben Kredite an Sportvereine an Bedingungen geknüpft. Dann muss es auch an dieser Stelle möglich sein, die Auszahlung von 150 Millionen Franken an Steuergeldern an Bedingungen zu knüpfen.

Besten Dank für die Unterstützung!

Dandrès Christian (S, GE): La minorité que je représente ne remet pas en cause le crédit à Skyguide, qui semble une évidence pour tout le monde, mais les conditions-cadres posées par le Conseil fédéral pour l'octroi de ce crédit. J'estime qu'il aurait dû rester dans une stricte neutralité, ce qu'il n'a pas fait. De ce point de vue, je partage la position du PLR. Toutefois, comme le Conseil fédéral a posé cette condition-cadre, il faut pouvoir



y répondre.

Quelques constats tout d'abord. Skyguide est un établissement public mais de droit privé, cela pour des raisons historiques. Il assume un service essentiel pour la Confédération, j'entends par là une tâche dont la Suisse ne peut pas se passer. La collision d'Überlingen en 2002, dans laquelle 71 personnes avaient perdu la vie, est là pour nous rappeler l'importance du service assuré par Skyguide, ainsi que l'importance des aiguilleurs du ciel et de leurs conditions de travail. Il faut qu'ils puissent travailler dans des conditions optimales. La responsabilité de Skyguide est immense, de même que celle de son personnel. Skyguide assume une tâche régalienne, ce que les thuriféraires de l'aviation militaire ne démentiront pas, eux qui affirment aujourd'hui l'importance d'avoir une souveraineté aérienne en Suisse dans le cadre de la campagne pour les votations du 27 septembre. Je les vois mal soutenir que les nouveaux avions de combat qu'ils appellent de leurs vœux puissent être dirigés par des aiguilleurs du ciel étrangers, ou par une société privée en mains étrangères.

Ceci signifie que Skyguide ne peut pas faire faillite, pas plus que la police fédérale ou le Ministère public de la Confédération. La loi sur l'aviation civile impose par ailleurs à la Confédération de doter Skyguide d'un capital suffisant. Ce service vital doit fonctionner, avec ou sans la manne provenant des factures aux compagnies aériennes. Dans ce contexte, la quasi absence de vols durant la période de semi-confinement et de confinement ne saurait menacer l'existence de cette entreprise, propriété à presque 100 pour cent de la Confédération, les quelque 0,3 pour cent restant étant aux mains des syndicats.

De ces quelques constats, je conclus qu'il n'est pas acceptable que le Conseil fédéral conditionne le soutien obligatoire de la Confédération à des conditions de travail et de retraite péjorées. Je relève en outre qu'il n'existe, d'un point de vue intellectuel, aucun lien de causalité entre la crise du Covid-19, ainsi que ses conséquences financières, et la retraite des aiguilleurs du ciel. Vous me permettez une comparaison peut-être un peu osée: les juridictions fédérales n'ont, elles non plus, pas pu fonctionner à plein régime ce printemps, et le Conseil fédéral n'envisage pas, que je sache, de demander réparation du manque à gagner en repoussant l'âge de la retraite des magistrats ou des greffiers.

Les diminutions des recettes des services de l'administration, qui encaissent les émoluments ou factures des prestations publiques, vont aussi grever l'exercice comptable pour 2020. Pourquoi devrait-il en aller différemment de Skyguide, au seul motif qu'il s'agit d'une entreprise indépendante de la Confédération, alors qu'elle fournit des prestations de nature régalienne – je l'ai indiqué? La seule différence, c'est effectivement la question juridique.

Mais alors, si effectivement on respecte l'autonomie de Skyguide, il faut le faire jusqu'au bout et, en particulier, il ne faut pas que le Conseil fédéral impose des conditions de travail, qui sont déterminées par la négociation collective, dans des conventions collectives qui sont en vigueur. Et je précise que le Conseil fédéral, qui d'ordinaire est très prompt à faire l'apologie du dialogue social lorsqu'il s'agit de refuser toute amélioration du droit du travail dans le code des obligations, manifeste sur ce point une conception tout à fait particulière de la négociation collective. Résumée à gros trait – vous lirez les conditions-cadres –, cette conception est la suivante: le Conseil fédéral laisse la direction et les syndicats négocier, mais il dicte déjà le résultat de la négociation, à savoir: relèvement de l'âge de la retraite et révision à la baisse de la structure salariale. Et pire encore, il a une approche à géométrie variable, parce que si vous lisez attentivement les conditions-cadres, vous verrez qu'il impose ces conditions pour le personnel, mais lorsqu'il s'agit des conditions de travail de la direction, seules quelques pistes sont esquissées, mais sans aucun caractère contraignant.

En réalité, ce que fait le Conseil fédéral avec ces conditions-cadres, c'est qu'il bazarde en quelque sorte une vieille tradition suisse, qui est la neutralité de l'Etat dans les rapports de négociation collective. Je pense qu'on doit être attaché à cela, et c'est pour ceci que ma minorité propose de maintenir le statu quo, pour permettre précisément aux partenaires sociaux d'effectuer cette négociation collective; il ne faut pas restreindre leur capacité à négocier en leur disant que tel ou tel point serait effectivement intouchable. Et il faut aussi que, pendant la période d'existence des deux conventions collectives de travail, ces conditions soient respectées. Les accords doivent être respectés, c'est un principe fondamental en droit suisse. La liberté contractuelle vaut aussi pour les parties à une convention collective de travail, qui ne peuvent pas être contraintes par l'Etat de conclure ou non une convention collective – la loi ne l'impose pas –, et encore moins de dicter effectivement le résultat d'une négociation.

Voilà la raison pour laquelle cette minorité, à mon avis, a tout son sens.

Schwander Pirmin (V, SZ): In der Eintretensdebatte hat Bundesrat Ueli Maurer gesagt, es gehöre zum unternehmerischen Risiko, wenn man Ertragsausfälle habe. Damit bin ich einverstanden! Ich bin auch damit einverstanden, dass man diese Risiken zwei oder drei Monate tragen muss, wenn in der Wirtschaft irgendetwas passiert. Aber um diese Frage geht es gar nicht. Es geht darum, was mir der Staat auferlegt hat: dass



der Laden über Monate hinweg geschlossen werden musste. Das kam vom Bund und nicht wegen einer Wirtschaftskrise. Es ist gesetzlich verordnet worden, dass der Laden nicht geöffnet werden durfte. Deshalb geht es um die Frage, wer für diese Ertragsausfälle bezahlt. Der Bund kann für die lange Zeit, in denen die Läden geschlossen werden mussten, nicht einfach sagen, das sei unternehmerisches Risiko. Wir haben Wirtschaftsfreiheit, das steht auch in der Verfassung. Aber wir sind oder waren in einer ausserordentlichen Situation, da wurden Massnahmen verfügt – einverstanden. Aber bei den Konsequenzen dieser Massnahmen kann sich der Bund jetzt nicht einfach zurückziehen und sagen, das sei unternehmerisches Risiko: Das geht meines Erachtens nicht.

Nun zu den Minderheiten: Ich bitte Sie namens der SVP-Fraktion, die Minderheiten Guggisberg zu unterstützen. Gerade im Kulturbereich haben wir sehr viel gemacht, entsprechend sind diese 34 Millionen nicht notwendig. Wir haben im Kulturbereich auch Kurzarbeit, und es gab Darlehen und Soforthilfe im Umfang von 100 Millionen Franken. Ich muss darauf hinweisen, dass der Bund den Kulturbereich nur subsidiär unterstützen sollte, dass eben auch die Kantone und die Gemeinden gefordert sind.

Insofern darf es nicht sein, dass jetzt gerade im Kulturbereich eine Ausnahme gemacht wird und 34 Millionen à fonds perdu gesprochen werden. Das können wir nicht unterstützen, wenn auf der anderen Seite gesagt wird, die Reisebüros, die Kleinunternehmen, die Selbstständigerwerbenden, müssten diese Risiken alle selber tragen. So geht es nicht! Diese Leute werden im Stich gelassen, so ist es; da können Sie in diesem Saal noch behaupten, was Sie wollen.

Entsprechend sind wir bei Skyguide im Grundsatz eigentlich gleicher Meinung wie der Bundesrat. Das Rentenalter von 56 Jahren ist nicht mehr angebracht, nicht mehr zeitgemäss. Das muss geändert werden. Es stellt sich ja einfach die Frage, wie. Wir sind klar der Meinung: Wenn wir hier 150

AB 2020 N 1289 / BO 2020 N 1289

Millionen Franken sprechen, dann sollen wir die Bedingung setzen, dass diese Änderung jetzt gemacht wird. Es wird jetzt gesagt, wir könnten nicht direkt eingreifen, das sei gesetzlich nicht möglich. Dann erinnere ich daran: Bei all den Massnahmen in den letzten sechs Monaten war ja alles möglich! Es hat nie jemand hinterfragt, ob es verfassungsmässig oder verhältnismässig sei. Es war alles möglich. Ich sehe nicht ein, warum hier nicht entsprechend eine Bedingung gesetzt werden kann.

Ich bitte Sie namens der SVP-Fraktion, die Minderheit Guggisberg im Bereich Kultur und die Minderheit I (Guggisberg) bei Skyguide zu unterstützen.

Gysi Barbara (S, SG): Wenn Kollege Schwander davon spricht, dass man die Unternehmen unterstützen soll, dann kann ich sagen, dass auch wir das tun wollen. Ich bin sehr froh, wenn Sie dann beim Covid-19-Gesetz die Minderheitsanträge der SP-Fraktion unterstützen, die Selbstständigerwerbende und Kleinunternehmerinnen unterstützen. Das haben Sie nämlich in der Vergangenheit nicht getan. Und wenn Sie jetzt dagegen sagen, dass – wie die Minderheit Guggisberg verlangt – im Kulturbereich 34 Millionen zu streichen seien, dann sollten Sie berücksichtigen, dass auch Kulturunternehmer Unternehmer sind. Sie sagen auf der einen Seite, dass Sie die Unternehmen unterstützen wollen, auf der anderen Seite sollen es nicht alle sein; zumindest passen Ihnen jene aus der Kultur nicht. Dieser Antrag der Minderheit Guggisberg zeigt einmal mehr, dass die SVP generell kulturfeindlich ist.

Man kann das nicht einfach damit begründen, dass der Bund nicht zuständig sei und dass das in der Hoheit der Kantone sei. Es ist vielmehr, glaube ich, richtig, dass eben auch da der Bund mithilft und diese 34 Millionen Franken gesprochen bleiben. Im Übrigen können Sie ja auch nachlesen, dass dies nicht mit Mehrausgaben verbunden ist, da wir diesen Kredit bereits gesprochen haben. Er wird über die Gelder der Soforthilfe kompensiert, weil dort nicht alles verwendet worden ist. Das ist daher absolut sinnvoll.

Wir wollen, dass die Kulturunternehmen auch vom Bund unterstützt werden und nicht nur von den Kantonen. Aber Bundesgelder fliessen nur – das wissen auch Sie –, wenn die Kantone mindestens gleich viel beitragen. Kultur ist ein wichtiges gesellschaftliches Gut. Das haben wir alle in den Monaten, in denen die Kulturinstitutionen geschlossen waren, gemerkt. Darum ist es wichtig, dass wir da weiterhin unterstützen.

Dann noch einige Ausführungen zu den Minderheitsanträgen in Bezug auf Skyguide. Es geht hier überhaupt nicht um den Gigantismus der Luftfahrt, der nun angeprangert worden ist, oder um die hohen Chefsaläre, ob schon auch uns diese nicht passen. Der Bundesrat hat aber Massnahmen eingeleitet. Er hat das einerseits im Zusammenhang mit der Eignerstrategie gemacht. Zudem hat er mit der Botschaft zum Nachtrag die zeitlichen Vorgaben verschärft. Diese Gespräche laufen. Es ist aber, glaube ich, richtig, dass auch das Parlament die Sozialpartnerschaft respektiert und diese Gremien arbeiten lässt.

Der Bund will, dass im Bereich der Arbeitsbedingungen Massnahmen ergriffen werden. Diese jetzt aber ein-



seitig zuungunsten der Arbeitnehmenden zu treffen, ist nicht gut. Es geht hier nicht um die Chefetage, es geht um diejenigen Personen, die mit einer sehr anspruchsvollen Aufgabe die Flugsicherheit garantieren. Es ist auch nicht so, dass alle Bereiche von Skyguide von weniger Arbeit betroffen sind, denn wir haben sehr unterschiedliche Rahmenbedingungen bei Skyguide. Wer in der militärischen Flugsicherung arbeitet, hat schlechtere Arbeitsbedingungen als jene, die im zivilen Bereich arbeiten. Der militärische Bereich war jetzt auch nicht von einem Einbruch gekennzeichnet. Es ist eben sehr unterschiedlich. Wenn die SVP-Fraktion hier jetzt mit einem generellen Minderheitsantrag reinschlägt, dann trifft sie damit eigentlich alle Arbeitnehmenden. Wenn Sie jetzt zusätzliche oder schnellere Massnahmen zu einer Rentenaltererhöhung verlangen, in einer Zeit, in der Personal abgebaut werden muss, weil im zivilen Bereich ein Abbau stattfindet, dann ist das total kontraproduktiv – dann werden Sie einfach Arbeitslose produzieren. Das kann es ja auch nicht wirklich sein! Ich möchte einfach bitten, dass Sie die Sozialpartnerschaft wirklich respektieren. Diese Gespräche werden geführt, und es kann nicht sein, dass man die Krise dazu nutzt, die Arbeitsbedingungen einseitig zu verschlechtern.

Ich bitte Sie darum, den Antrag der Minderheit I (Guggisberg) abzulehnen und den Antrag der Minderheit II (Dandrès), der diese Arbeitsbedingungen respektiert und auch erhalten will, zu unterstützen.

Fischer Roland (GL, LU): Wir bitten Sie, sämtliche Minderheitsanträge abzulehnen und der Mehrheit – und das heisst auch: dem Bundesrat – zu folgen.

Es geht hier bei der ersten Minderheit Guggisberg um die Fortführung der Unterstützung für Kulturbetriebe im Rahmen von Programmvereinbarungen mit den Kantonen. Wir haben den Eindruck, dass es eine sinnvolle Lösung ist, die jetzt hier gefunden wurde. Zum einen entstehen für den Bund keine Mehrkosten, weil der Kredit auf dem Kredit "Soforthilfe für Kulturunternehmen" kompensiert wird, zum andern beteiligen sich die Kantone an der Finanzierung der Unterstützungsmassnahmen zur Hälfte. Damit wird dem Umstand Rechnung getragen, dass es sich bei der Bewältigung der Corona-Krise um eine nationale Aufgabe handelt, aber letztendlich im Kulturbereich in der Umsetzung ein regionaler Bezug und auch ein regionales Interesse bestehen. Hier verstehe ich dann die Argumentation der SVP schon nicht. Wir haben Verständnis für die Aussage, dass es sich hier um eine nationale Aufgabe handle und auch der Bund bezahlen solle, wenn man Einschränkungen vonseiten des Bundes verordne. Aber gerade hier bei den Kulturbetrieben ist es ja so, dass man bei zahlreichen Betrieben noch lange nicht von einem ordentlichen Betrieb ausgehen kann. Die Einschränkungen sind noch da, wenn ich beispielsweise auch an das Luzerner Theater oder an das Lucerne Festival denke, bei welchen wir noch nicht von einem Normalbetrieb sprechen können. Also ist es ja logisch, dass wir dann diese Betriebe auch entsprechend unterstützen, wenn sie finanzielle Mittel benötigen.

Zu den Rahmenbedingungen der Kreditverwendung betreffend Skyguide: Wir haben Verständnis für die Minderheitsanträge. Zum einen sind die Erträge angesichts der Krise weggebrochen. Da sind Sparmassnahmen und strukturelle Reformen notwendig und selbstverständlich. Inhaltlich sind wir auf der einen Seite also auch der Meinung, dass Skyguide hier sicher einen Schritt machen muss. Zudem sollten wir aber auf der anderen Seite gerade auch in der Krise die Sozialpartnerschaft respektieren. Auch das ist für uns eine Selbstverständlichkeit.

Wir haben aber Vorbehalte, bei einem Kredit, der an ein Bundesunternehmen geht, auf welches der Bund als Aktionär Einfluss nehmen kann, Bedingungen zu stellen und, wie das im Fall der Minderheit I (Guggisberg) der Fall ist, noch einen zusätzlichen Vertrag zwischen dem Eigner und seiner Unternehmung zu fordern. Das macht aus unserer Sicht wenig Sinn und ist auch rechtlich problematisch. Es gibt – und da möchte ich Herrn Guggisberg widersprechen – doch einen Unterschied, ob der Bund einen Unterstützungskredit an private Unternehmungen spricht oder ob er einen eigenen Betrieb wie Skyguide rekapitalisiert. Bei einer privaten Organisation wie zum Beispiel der Swiss hat der Bund keine Einflussmöglichkeiten auf die Unternehmensstrategie und die operative Betriebsführung, und es ist deshalb notwendig, dass man solche Kredite an Bedingungen knüpft. Aber bei einer eigenen Unternehmung ist der Bund letztlich in der Verantwortung, und er hat dann auch Einfluss auf die Zusammensetzung des Verwaltungsrates und somit indirekt auch auf den strategischen und operativen Betrieb.

Ich möchte noch einen kurzen Hinweis machen auf einen Kredit, zu dem keine Minderheit einen Antrag gestellt hat und über den wir auch nicht abstimmen. Ich möchte aber doch noch ein Unbehagen vonseiten der Grünliberalen zum Ausdruck bringen. Ich meine den Ausbau der indirekten Presseförderung um 2,9 Millionen Franken. Wir tragen diesen Antrag mit. Es ist aber etwas stossend, dass bei den

AB 2020 N 1290 / BO 2020 N 1290

Covid-Unterstützungsmassnahmen wie auch allgemein dadurch, wie die Medienförderung heute ausgestaltet



ist – und wie sie in der Medienvorlage gemäss der Mehrheit der vorberatenden Kommission ja offenbar auch in Zukunft ausgestaltet sein soll –, die Online-Medien leer ausgehen. Denn sie sind ebenfalls von einem starken Covid-bedingten Rückgang der Werbeeinnahmen betroffen, und vor allem sind sie ebenfalls betroffen von den grossen Umwälzungen im Medienbereich, die wir kennen. Uns ist klar: Es fehlt uns heute die entsprechende gesetzliche Grundlage. Aber wir werden uns als Grünliberale tatkräftig dafür einsetzen, dass im Rahmen des Mediengesetzes eine solche Grundlage erarbeitet wird, damit in Zukunft auch Online-Medien unterstützt werden können.

Maurer Ueli, Bundesrat: Zuerst zum Minderheitsantrag, der das Bundesamt für Kultur betrifft: Hier geht es, wie im Eintretensvotum schon gesagt, um eine Verschiebung eines bereits bewilligten Kredits. Wir haben im Laufe der Entwicklungen festgestellt, dass wir die Kreditzuteilung in die verschiedenen Gefässe etwas vorschnell gemacht haben. Hier geht es also um eine Verschiebung.

Klar festzuhalten ist, dass nicht Kulturunternehmen vom Bund Geld erhalten. Vielmehr werden diese Beträge an die Kantone ausbezahlt, wobei die Kantone die Hälfte der Finanzierung zu übernehmen haben. Wir sind also genau auf dieser Stufe, auf der wir jetzt versuchen, lokal und regional zusammen mit den Kantonen festzustellen, was möglich ist und was wir allenfalls unterstützen würden.

Wir sind der Meinung, dass dieser Weg eigentlich der richtige ist. Der Teppich ist nämlich einmal gelegt, beispielsweise mit der Kurzarbeitsentschädigung usw. Es werden aber trotzdem und zum Glück wieder Veranstaltungen stattfinden. Es wird aber im Laufe des Winters verschiedene Veranstaltungen geben, die nicht stattfinden können oder die hohe Auflagen erfüllen müssen und bei denen man daher nicht die gesamte Anzahl Sitzplätze verkaufen kann, sodass Ertragsausfälle entstehen werden. Dieses Geld soll dazu dienen, dies abzufedern.

Diese 34 Millionen Franken sind ein Kredit, den wir umbuchen. Das Geld richten wir an die Kantone aus, dies unter der Voraussetzung, dass sie die Hälfte der Finanzierung übernehmen. Damit ist auch sichergestellt, dass die Gesuche vor Ort geprüft werden und mit allenfalls zu erlassenden Auflagen der Kantone bewilligt werden – die Kantone müssen ja solche Veranstaltungen bewilligen. Damit schaffen wir, glaube ich, hier die Voraussetzungen, dass Kultur weiterhin stattfinden kann, dass Auflagen, die kulturelle Veranstaltungen erfüllen müssen, Berücksichtigung finden und dass sich die Kantone an der Finanzierung beteiligen. Damit ist auch gewährleistet, dass Geld nicht einfach so fliesst. Vielmehr werden die Kantone und ihre Parlamente ein Auge darauf halten.

Ich bitte Sie also, dieser Kreditverschiebung zuzustimmen und diese 34 Millionen Franken nicht zu streichen.

Zu Skyguide: Beide Minderheitsanträge haben den Nachteil, dass sie die Governance nicht einhalten. Skyguide ist eine selbstständige Aktiengesellschaft mit einem Verwaltungsrat. Es ist eigentlich nicht Aufgabe des Parlamentes, hier operativ einzugreifen. Es heisst, die Löhne sollten gleich ausbezahlt werden. Das ist Sache des Verwaltungsrates. Zu entscheiden, was gekürzt werden soll, ist ebenfalls nicht unsere Sache. Das sind die Gründe, weshalb wir beide Anträge ablehnen. Ich erinnere Sie daran, dass Sie uns immer auffordern, die Governance, das heisst die Aufgabenteilung, einzuhalten. Beide Anträge missachten diese.

Zum Antrag der Minderheit II (Dandrès): Wenn die Öffentlichkeit 400 Millionen Franken an Steuergeldern bezahlt, ist sie schon berechtigt, sich auch mit Auflagen auseinanderzusetzen. Was der Verwaltungsrat von Skyguide, unabhängig von der heutigen Diskussion, bereits beschlossen hat, ist eine Kürzung des variablen Anteils der Löhne. Diese sollen diesbezüglich um 25 Prozent gekürzt werden. Das betrifft insbesondere das oberste Kader und die Kaderpositionen. Das führt in den nächsten Jahren, bis 2024, zu Minderausgaben von 36 Millionen Franken. Das wurde durch den Verwaltungsrat bereits beschlossen. Wenn Sie der Minderheit II folgen und einen bereits gefassten Beschluss anders auslegen, desavouieren Sie eigentlich den Verwaltungsrat. Das geht nicht.

Im Laufe des nächsten Jahres geht es darum, mit den Gewerkschaften Anstellungsbedingungen und das Pensionsalter zu diskutieren – das muss selbstverständlich berücksichtigt werden. Auch für sie wird es schwierig, in der Öffentlichkeit zu erklären, weshalb wir über eine AHV-Vorlage mit einem Pensionsalter von 65 Jahren für beide Geschlechter diskutieren und die Angehörigen einer Berufsgattung mit 56 Jahren in die Pension schicken. Das widerspricht sich. Man wird auch innerhalb von Skyguide vernünftige Arbeiten für Arbeitnehmer über 56 Jahre finden, die nicht mehr am Bildschirm arbeiten können. Es ist eigentlich längst fällig. Die Erhöhung des Rentenalters haben wir schon in der Eignerstrategie vor einem Jahr vorgesehen.

Der Minderheitsantrag II geht in eine falsche Richtung, für die die Öffentlichkeit kein Verständnis hat. Ich glaube auch nicht, dass wir dazu stehen können, solche Privilegien noch weiter zu fördern. Ich bitte Sie also, diesen Antrag abzulehnen.

Mit dem Antrag der Minderheit I (Guggisberg) geht der Bundesrat in der Grundstossrichtung einig. Aber auch



hier widerspricht die Forderung, eine verbindliche Vereinbarung zu erzielen, der Governance, die wir sonst einhalten.

Wir fordern von Skyguide bzw. vom Verwaltungsrat, dass erstens über die nächsten fünf Jahre Kosteneinsparungen von 90 Millionen Franken vorgenommen werden. Beim variablen Anteil ist bereits eine Einsparung von 36 Millionen Franken erfolgt. Es gibt weitere Sparmöglichkeiten. Die zweite Forderung ist, dass Skyguide das Rentenalter auf 60 Jahre erhöht und dass die Mittel, die der Bund jetzt spricht, ausschliesslich für hoheitliche Aufgaben verwendet werden dürfen. Die Forderungen, die der Bundesrat Skyguide bereits mitgeteilt hat, entsprechen damit weitgehend dem Antrag, der aus der SVP-Fraktion gestellt wurde. Der Antrag berücksichtigt, so wie er formuliert ist, die Governance nicht, die Sie jeweils von uns fordern. In der Stossrichtung sind wir uns dort aber einig. Der Bundesrat hat das Genannte sowohl in der Eignerstrategie wie in diesen Gesprächen jetzt bereits so gefordert.

Vielleicht noch als Ergänzung: Wir sind mit dem Verwaltungsrat von Skyguide regelmässig in Kontakt, wir besprechen das. Forderungen kommen also nicht aus heiterem Himmel, sondern werden im Laufe dieser Eigengespräche mehrmals pro Jahr besprochen.

Ich bitte Sie, beide Minderheitsanträge in Zusammenhang mit Skyguide abzulehnen.

Wettstein Felix (G, SO), für die Kommission: Die Kommission hat die Minderheiten natürlich auch intensiv diskutiert. Zum Thema Leistungsvereinbarungen im Bereich Kultur mit den Kantonen ist die Schlussfolgerung ganz klar die, dass es sich eben nicht um eine A-Fonds-perdu-Situation handeln wird, sondern um Ergebnisse von Aushandlungen, mit der Erwartung an die Kantone, dass sie diese Leistungen gezielt für Härtefälle einsetzen. Da ist nicht ausgeschlossen, dass diese Leistungen wieder Darlehenscharakter haben können.

Aufgrund dieser Einschätzungen und Erwägungen hat die Kommission den Minderheitsantrag mit 16 zu 7 Stimmen abgelehnt und empfiehlt ihn Ihnen zur Ablehnung.

Zum Thema Flugsicherung und Skyguide drehte sich die Debatte insbesondere um die Einschätzung zur Frage, welche Eingriffsmöglichkeiten wir auch seitens des Parlamentes haben. Es ist klar: Es handelt sich um eine privatrechtliche Einrichtung, auch wenn sie hoheitliche Aufgaben übernimmt. Der Bund ist als Eigner beteiligt, hat Einfluss auf die Zusammensetzung des Verwaltungsrates und kann dort seine Vorstellungen einbringen. Aber die Zuständigkeit der Sozialpartnerschaft, die natürlich auch hier Entscheidungen über die Bedingungen des Gesamtarbeitsvertrages und über allfällige Änderungen dieser Bedingungen fällt, kann nicht unterlaufen werden.

In diesem Zusammenhang noch eine Bemerkung zu dem, was Kollege Schwander vorhin gesagt hat: Er hat nämlich ausgeführt, die Verfassungsmässigkeit sei in den Entscheidungen zwischen März und Juni, die wir jetzt zur Bewältigung der Krise bereits getroffen haben, auch häufig nicht

AB 2020 N 1291 / BO 2020 N 1291

eingehalten oder zumindest grosszügig interpretiert worden. Ich denke, da muss man uns von der vorberatenden Finanzkommission, wenn es um die Nachtragskredite geht, aber auch die weiteren Kommissionen, die sich mit diesen Geschäften befassen, schon in Schutz nehmen. Wir haben uns immer im Rahmen der Verfassungsmässigkeit bewegt. Dasselbe darf man sicher auch dem Bundesrat zugestehen: Die Notverordnungen haben sich innerhalb der Verfassungsmässigkeit bewegt. Diesen Vorwurf darf ich hier nicht gelten lassen.

Vielleicht noch ein Wort zum Stichwort, das Kollege Fischer eingebracht hat: der Ausbau der indirekten Presseförderung. In der Kommissionsdebatte war dieser Punkt unbestritten. In der Gesamtabstimmung haben wir Ihnen, wie ich bereits gesagt habe, mit 17 zu 1 Stimmen bei 4 Enthaltungen empfohlen, den Gesamtbetrag entsprechend anzunehmen.

Gschwind Jean-Paul (M-CEB, JU), pour la commission: Brièvement, je vais vous donner la position de la commission sur les trois minorités relatives au supplément II au budget 2020.

A la position 306.A290.0131, "Covid: conventions de prestations, culture, cantons", une minorité Guggisberg demande de biffer le crédit supplémentaire de 34 millions de francs destiné au financement de conventions de prestations conclues entre la Confédération et les cantons pour indemniser les acteurs et entreprises culturelles impactées par la crise sanitaire durant la période d'octobre à fin décembre 2020 – un crédit supplémentaire entièrement compensé.

Dans son argumentation, l'auteur de la proposition de minorité, vous l'avez entendu, souligne d'une part que les manifestations de plus de 1000 personnes seront de nouveau autorisées à compter du 1er octobre, à condition bien sûr de respecter les mesures sanitaires, et que continuer de verser l'argent du contribuable



serait un mauvais signal. D'autre part, selon l'auteur de la proposition, le problème de la culture doit être réglé par les cantons, les charges financières de la Confédération liées au Covid-19 dépassant largement celles des cantons.

Pour la majorité de la commission, de nombreuses demandes restent en suspens au niveau des cantons et doivent être honorées dans le respect de l'égalité de traitement. En outre, il reste beaucoup d'incertitudes quant à l'évolution de l'épidémie et au maintien des manifestations de plus de 1000 personnes jusqu'à la fin de cette année.

Au vote, la commission a accepté, par 16 voix contre 7 et 0 abstention, la proposition du Conseil fédéral et rejeté la proposition défendue par la minorité Guggisberg.

Les deux autres minorités concernent le crédit supplémentaire 803.A290.0129, "Covid: recapitalisation de Skyguide" et demandent des conditions-cadres pour l'utilisation de ce crédit. A noter que ces deux minorités vont dans des directions diamétralement opposées. La minorité I (Guggisberg) demande que la recapitalisation de Skyguide soit liée à une convention contraignante entre le Conseil fédéral et la société afin de réduire la structure des coûts, notamment avec le relèvement de l'âge de la retraite à 60 ans au moins et la réduction du droit aux vacances des membres de la direction. La minorité II (Dandères) demande que le soutien financier de la Confédération serve notamment au respect des conventions collectives de travail, des conditions de travail, de salaire et d'emploi prévalant au sein de Skyguide avant la crise sanitaire de 2020.

Pour la majorité de la commission, la proposition de la minorité I va dans la même direction que celle du Conseil fédéral, mais elle n'est pas réalisable sur le plan juridique. Les mesures d'économie qui sont du ressort de la direction et du conseil d'administration de Skyguide ont déjà été définies dans les objectifs stratégiques de la Confédération avant l'arrivée du Covid-19.

Un mot encore concernant les votes. Lors d'un premier vote qui a opposé les propositions des minorités I et II, la commission a, par 11 voix contre 11 et 2 absentions, accepté la proposition de la minorité I avec la voix prépondérante du président. Lors d'un deuxième vote, la commission a rejeté, par 17 voix contre 7, la proposition de la minorité I au profit de la proposition du Conseil fédéral, c'est-à-dire pas de conditions-cadres. Pour conclure, la commission a accepté, par 17 voix contre 1 et 4 absentions, l'arrêté fédéral IIa concernant le supplément IIb au budget 2020. Elle a également accepté, par 17 voix contre 0 et 5 abstentions, l'arrêté fédéral III concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure ferroviaire pour l'année 2020.

Je vous invite à suivre la majorité de la commission.

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je souhaite un joyeux anniversaire à notre collègue Valérie Pillar Carrard! (*Applaudissements*)

Département des Innern – Département de l'intérieur

306 Bundesamt für Kultur
306 Office fédéral de la culture

Antrag der Mehrheit

A290.0131 Covid: Leistungsvereinbarungen Kultur Kantone
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Guggisberg, Büchel Roland, Grin, Keller Peter, Nicolet, Schwander)
A290.0131 Covid: Leistungsvereinbarungen Kultur Kantone
Streichen

Proposition de la majorité

A290.0131 Covid: conventions de prestations, culture, cantons
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Guggisberg, Büchel Roland, Grin, Keller Peter, Nicolet, Schwander)
A290.0131 Covid: conventions de prestations, culture, cantons
Biffer



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.042/20909)

Für den Antrag der Mehrheit ... 140 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

2. Bundesbeschluss IIa über den Nachtrag IIb zum Voranschlag 2020

2. Arrêté fédéral IIa concernant le supplément IIb au budget 2020

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–5

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 3

La présidente (Moret Isabelle, présidente): A l'article 3, nous votons sur le besoin financier exceptionnel selon l'article 159 alinéa 3 lettre c de la Constitution. Cette disposition doit être approuvée à la majorité des membres de chaque conseil.

AB 2020 N 1292 / BO 2020 N 1292

Ausserordentlicher Zahlungsbedarf

Besoin de paiement extraordinaire

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.042/20930)

Für Annahme des Zahlungsbedarfes ... 142 Stimmen

Dagegen ... 53 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

Art. 4

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 20.042/20927)

Für Annahme der Ausgabe ... 142 Stimmen

Dagegen ... 52 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 20.042/20931)
Für Annahme des Entwurfes ... 141 Stimmen
Dagegen ... 52 Stimmen
(0 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss IIb über die Planungsgrössen im Nachtrag IIb zum Voranschlag 2020
3. Arrêté fédéral IIb concernant le cadre financier inscrit au supplément IIb au budget 2020

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Detailberatung – Discussion par article

Titel

Antrag der Kommission
Bundesbeschluss IIb über die Planungsgrössen im Nachtrag IIb zum Voranschlag 2020
vom ... September 2020

Titre

Proposition de la commission
Arrêté fédéral IIb concernant le cadre financier inscrit au supplément IIb au budget 2020
du ... septembre 2020

Ingress

Antrag der Kommission
Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf Artikel 167 der Bundesverfassung, nach Einsicht in die Botschaft vom 12. August 2020, beschliesst:

Préambule

Proposition de la commission
L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu l'article 167 de la Constitution, vu le message du 12 août 2020, arrête:

Art. 1

Antrag der Kommission

Titel

Rahmenbedingung für die Kreditverwendung

Text

Für die im Anhang aufgeführten Kredite werden Rahmenbedingungen der Kreditverwendung nach Artikel 25 Absatz 3 des Parlamentsgesetzes vom 13. Dezember 2002 festgelegt.

Art. 1

Proposition de la commission

Titre

Conditions-cadres de l'utilisation des crédits

Texte

Les conditions-cadres de l'utilisation des crédits visées à l'article 25 alinéa 3, de la loi du 13 décembre 2002 sur l'Assemblée fédérale sont fixées pour les enveloppes budgétaires mentionnées à l'annexe.

Art. 2

Antrag der Kommission

Titel

Schlussbestimmung



Text

Dieser Beschluss untersteht nicht dem Referendum.

Art. 2

Proposition de la commission

Titre

Disposition finale

Texte

Le présent arrêté n'est pas soumis au référendum.

Anhang – Annexe

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

803 Bundesamt für Zivilluftfahrt

803 Office fédéral de l'aviation civile

Antrag der Minderheit I

(Guggisberg, Büchel Roland, Grin, Keller Peter, Nicolet, Schwander, Sollberger)

A290.0129 Covid: Rekapitalisierung Skyguide

Die Mittelvergabe an Skyguide in Form einer Rekapitalisierung durch den Bund ist mit der Bedingung zu verknüpfen, dass der Bundesrat und Skyguide bis Ende 2021 eine verbindliche Vereinbarung abschliessen, welche zum Ziel hat, die Kostenstruktur von Skyguide zu reduzieren. Namentlich soll die Vereinbarung die Anhebung des Rentenalters der Fluglotsinnen und Fluglotsen auf mindestens 60 Jahre enthalten sowie eine Korrektur der Lohnstruktur nach unten. Darüber hinaus hat die Vereinbarung weitere Massnahmen zur Kostenreduktion von Skyguide zu enthalten. Dabei kann es sich beispielsweise auch um eine Reduktion der Ferienansprüche der GL-Mitglieder handeln.

Antrag der Minderheit II

(Dandrès, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Schneider Schüttel, Widmer Céline)

A290.0129 Covid: Rekapitalisierung Skyguide

Die finanzielle Unterstützung des Bundes soll insbesondere dazu dienen, dass die Gesamtarbeitsverträge sowie die Arbeits-, Lohn- und Anstellungsbedingungen eingehalten werden, die bei Skyguide herrschten, bevor im März 2020 die Grenzschiessung und der Shutdown angeordnet wurden.

Proposition de la minorité I

(Guggisberg, Büchel Roland, Grin, Keller Peter, Nicolet, Schwander, Sollberger)

A290.0129 Covid: recapitalisation de Skyguide

L'attribution de ressources financières à Skyguide sous la forme d'une recapitalisation par la Confédération doit être liée à la conclusion, d'ici à la fin de l'année 2021, d'une convention contraignante par le Conseil fédéral et Skyguide, laquelle visera à réduire la structure des coûts de Skyguide. Cette convention devra notamment porter sur le relèvement de l'âge de la retraite des contrôleurs du trafic aérien à 60 ans au moins et sur une révision à la baisse de la structure salariale de Skyguide. La convention comprendra aussi d'autres

AB 2020 N 1293 / BO 2020 N 1293

mesures destinées à réduire les coûts de Skyguide, par exemple une réduction du droit aux vacances des membres de la direction.

Proposition de la minorité II

(Dandrès, Friedl Claudia, Gysi Barbara, Schneider Schüttel, Widmer Céline)

A290.0129 Covid: recapitalisation de Skyguide

Le soutien financier de la Confédération doit notamment servir au respect des conventions collectives de travail, des conditions de travail, de salaire et d'emploi prévalant au sein de Skyguide avant la fermeture des frontières et le semi-confinement ordonnés en mars 2020.



Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 20.042/20925)

Für den Antrag der Minderheit I ... 109 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 68 Stimmen

(17 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 20.042/20933)

Für den Antrag der Minderheit I ... 54 Stimmen

Dagegen ... 139 Stimmen

(1 Enthaltung)

La présidente (Moret Isabelle, présidente): Je constate qu'aucune des deux propositions de minorité n'a été acceptée. L'arrêté fédéral IIb est par conséquent devenu caduc.

4. Bundesbeschluss III über die Entnahmen aus dem Bahninfrastrukturfonds für das Jahr 2020

4. Arrêté fédéral III concernant les prélèvements sur le fonds d'infrastructure ferroviaire pour l'année 2020

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I, II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I, II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 20.042/20924)

Für Annahme des Entwurfes ... 192 Stimmen

Dagegen ... 1 Stimme

(0 Enthaltungen)